

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 1^{er} avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Terrena

Boulevard Pasteur
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : 2026 490 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007203125

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 mars 2026 dans l'établissement Terrena implanté Rue de la Gare 86200 La Roche-Rigault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Terrena
- Rue de la Gare 86200 La Roche-Rigault
- Code AIOT : 0007203125
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Terrena exploite sur la commune de La Roche Rigault (86200) un établissement spécialisé dans le stockage d'engrais et de céréales, dont les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 janvier 1975 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 15 décembre 2005, 16 janvier 2007, 20 mai 2015, du 9 janvier 2020 et du 26 mars 2021. Le site est classé Seveso seuil bas compte tenu de stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium présentant des risques de décomposition thermique simple et de détonation.

Les installations de stockage de céréales (de type blé) relèvent du régime de la déclaration pour 2 silos verticaux béton (A et B). Ces silos ont été régularisés en 1994 (récépissé du 27 décembre 1994).

Le silo plat béton (D) doté d'une cellule métallique palplanche est non-classé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Localisation des stockages des engrais extérieurs et de la benne à déchets	AP Complémentaire du 09/01/2020, article Article 3 + annexe 1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Respect des distances de stockage pour les engrais stockés à l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article Article 5.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Suivi de maintenance préventive et corrective	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Article 3.7
3	Permis d'intervention et permis de feu	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Article 4.6
4	Propreté des silos	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5
5	Emissions de poussières	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.14
6	Enregistrement de suivi en continu des engrais	Arrêté Ministériel du 10/01/2020, article Article 5.4
9	Déchets provenant des engrais 4702-II ou 4702-III	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article Article 14.2
10	Stockage des engrais vrac à l'intérieur	Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article Article 6
11	Affichage des stockages vrac à l'intérieur	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article Article 10.7
12	Détection automatique incendie	Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article Article 8
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article Article 9

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les silos et équipements contrôlés (redlers) s'avèrent propres, sans empoussièrement excessif.

Les moyens de lutte contre l'incendie et leurs contrôles sont conformes aux prescriptions.

Concernant le stockage des engrais à l'extérieur, les quantités stockées et les emplacements des îlots d'engrais sont conformes aux éléments présentés dans l'étude de danger de 2019 et dans le

PAC de 2022. Néanmoins, la disposition des engrais selon leur classement ICPE à l'intérieur des îlots a été modifiée, et doit être portée à la connaissance du préfet, en justifiant l'absence de risques complémentaires.

Une signalisation indiquant le classement ICPE des engrais est également demandée dans l'îlot « fin de lots ».

Concernant les formations, il est nécessaire de justifier que l'habilitation électrique de l'agent responsable du périmètre Céréales est toujours valide.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillances des installations et Formation du personnel
Prescription contrôlée : <i>Article 3.1. : Surveillance de l'exploitation L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</i>
Constats : Sur le site de La Roche Rigault, les deux agents principalement en charge de l'exploitation des silos sont l'agent responsable de la partie silo, et le responsable du périmètre céréales chez Terrena. <ul style="list-style-type: none">concernant l'agent responsable de la partie silo : Il a été transmis plusieurs justificatifs de formations :<ul style="list-style-type: none">- incendie : "équiper de première intervention" effectuée le 6 décembre 2023- atmosphère explosive effectuée le 6 décembre 2023- habilitation électrique datée du 15 novembre 2023 et valide jusqu'au 14 novembre 2026.- les deux formations prévues en 2026 pour cet agent : permis d'intervention et accueil des entreprises extérieures, et habilitation électriqueconcernant l'agent responsable du périmètre céréales chez Terrena : l'exploitant a présenté la liste des formations qu'il a effectuées et qui comprend notamment l'habilitation électrique datée du 12 avril 2021 <p>L'exploitant a également transmis la liste d'émargement de la formation « permis d'intervention / notion ICPE » signée le 14 janvier 2026 par notamment les deux agents en charge de l'exploitation des silos. Le permis d'intervention comprend le permis de feu.</p> <ul style="list-style-type: none">concernant les agents saisonniers (généralement présence de 2 ou 3 saisonniers l'été sur ce site), l'exploitant a présenté une « check_list d'accueil sur site d'un nouveau salarié », qui liste les différents points de sécurité qui sont abordés lors de l'arrivée d'un nouvel agent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier que l'habilitation électrique de l'agent responsable du périmètre céréales chez Terrena, datant de 2021, est toujours valide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suivi de maintenance préventive et corrective

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes maintenance
Prescription contrôlée : <i>3.7. Consignes d'exploitation</i> [...] - le programme de maintenance et les dates du nettoyage ; - un programme de surveillance des installations, avec une fréquence adaptée à l'âge et à l'état des structures, afin de prévenir les risques d'effondrement ou de rupture des capacités de stockage. [...]
Constats : Le site fait l'objet : - d'une maintenance préventive annuelle, planifiée, dont l'enregistrement est assuré via une check-list qui est renseignée pour chaque équipement prévu au plan de maintenance. Elle a été effectuée en janvier 2026 par une entreprise extérieure. Les non-conformités sont gérées par service Maintenance (à l'aide d'une GMAO). En matière de maintenance préventive, une fiche "maintenance avant collecte" est également mise en place, complétée au mois de juin de chaque année avant la collecte, en interne, par l'agent chargé du fonctionnement des silos, et transmise au service Qualité de Terrena. - d'une maintenance corrective déclenchée sur la base du signalement d'anomalie de la part du personnel en charge de l'exploitation des silos. L'exploitant dispose en outre d'une Feuille de Route Stratégique (tableau « FRS »), outil permettant de planifier sur 4 ans des actions de maintenance à montants élevés. Ce fichier est géré par le service Maintenance de Terrena. Lors de la visite de mars 2023, une non conformité (infiltration d'eau dans le toit du silo B) avait été constatée dans le cadre de la maintenance préventive et n'avait pas fait l'objet d'action corrective. Il avait pourtant été constaté par l'inspection que la fiche de suivi du 22 juin 2022 mentionnait un état conforme. Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté un bon de commande daté du 22 octobre 2024 sur la réfection de l'étanchéité de la toiture, et l'inspection a pu constater que la reprise d'étanchéité avait été faite. L'exploitant a néanmoins indiqué qu'il restait une petite infiltration qui a été signalée au service Qualité de Terrena. L'inspection a pu visualiser la fiche de suivi, mentionnant effectivement une non-conformité restant à lever.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Permis d'intervention et permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Permis d'intervention et permis de feu
Prescription contrôlée :

<p><i>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention ", et éventuellement d'un " permis de feu ", et en respectant les règles d'une consigne particulière.</i></p> <p><i>Le " permis d'intervention ", et éventuellement le " permis de feu ", et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu ", et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</i></p> <p><i>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n°1, l'exploitant a transmis la liste d'emargement de la formation "permis d'intervention / notion ICPE" signée le 14 janvier 2026 par notamment les deux agents en charge de l'exploitation des silos du site de La Roche Rigault (responsable de la partie silos du site, et responsable du périmètre céréales).</p> <p>Par ailleurs, la rubrique "Permis de feu" des Consignes générales de sécurité a été modifiée comme demandé lors de la visite d'inspection de mars 2023 : l'évaluation des risques d'incendie, d'explosion, et la rédaction du permis de feu sont du ressort du responsable de site ou du conducteur d'installation (et plus uniquement du responsable du site).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Propreté des silos

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des silos</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Rappel des dispositions réglementaires / propreté</i> <i>Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.[...]</i> <i>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites.[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater qu'il n'y avait pas d'empoussièrement excessif dans les silos A, B et D. Le nettoyage est réalisé par l'agent responsable des silos. Il existe un planning prévisionnel : le nettoyage est prévu a minima une fois par mois.</p>

<p>Une ronde est également prévue d'être effectuée de façon hebdomadaire. L'exploitant précise qu'elle lui permet d'évaluer l'état de propreté et de faire le nettoyage dès que c'est nécessaire. Le registre a été présenté par l'exploitant : il est rempli.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Émissions de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Émissions de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les appareils à l'intérieur desquels il est procédé à des manipulations de produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les locaux ou bâtiments où sont effectuées ces opérations.</i></p> <p><i>Les sources émettrices de poussières (jetées d'élévateur ou de transporteur) sont capotées. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de transport de l'air poussiéreux.</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a visité les trois redlers dans la galerie de reprise sous le silo D . La galerie était propre (sans amas de grains ni empoussièrement).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Enregistrement de suivi en continu des engrais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/01/2020, article 5.4</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Enregistrement de suivi en continu des engrais</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné :</i></p> <p><i>- immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ;</i></p> <p>[...]</p> <p>Par ailleurs, l'annexe 1 de l'arrêté du 9 janvier 2020 fixe les quantités maximales autorisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est en capacité d'éditer un état des stocks à l'instant t. Le type d'engrais, l'emplacement, et la rubrique de classement ICPE correspondantes sont mentionnés dans le tableau pour chaque produit.</p> <p>En outre, un tableur indiquant l'état des stocks est transmis tous les soirs par mail à l'astreinte, accessible depuis leur téléphone portable.</p>

<p>L'exploitant indique également chaque soir sur un grand tableau blanc, la quantité d'engrais stockée dans les cases à l'intérieur du bâtiment ainsi que sur la plate-forme extérieure.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, les quantités stockées des engrais relevant de la rubrique 4702 sont largement inférieures aux quantités autorisées. L'exploitant explique qu'en cette période, une grande quantité d'engrais a été vendue.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Localisation des stockages des engrais extérieurs et de la benne à déchets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2020, article 3 + annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des stockages des engrais extérieurs et de la benne à déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suite au PAC du 8 août 2019 dans lequel l'exploitant avait indiqué vouloir faire des aménagements sur le stockage des engrais extérieur, l'inspection a rédigé un APC du 9 janvier 2020 qui demande dans son article 3 :</p> <p><i>« L'exploitant communique à l'inspection des installations classées, dans un délai ne dépassant pas 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :</i></p> <p><i>[...]- un plan à jour des installations, permettant notamment de situer le nouvel emplacement de la benne déchet. »</i></p> <p>Pour y répondre, l'exploitant a réalisé une « modélisation de dispersion des fumées toxiques en cas de décomposition thermique simple des engrais classés ICPE » datée du 20 décembre 2019. Elle comprend une description de la nouvelle disposition des engrais.</p> <p>En outre, par courrier du 21 novembre 2022, la société Terrena avait transmis des éléments valant porter-à-connaissance (PAC), présentant une nouvelle surface de 750 m² imperméabilisée au sud de la plateforme extérieure existante, afin de stocker un tonnage maximal de 860 t d'engrais non classés.</p> <p>Considérant notamment que les engrais non classés sont non combustibles, un courrier préfectoral a pris acte de cette modification.</p>
<p>Constats :</p> <p>La disposition des engrais classés au sein des îlots de stockages de bigbags, sur la plateforme extérieure, a été modifiée par rapport à l'étude de danger de 2019 et aux éléments présentés dans le PAC de 2022. Cependant, les quantités autorisées par type d'engrais classés, ainsi que les emplacements des îlots d'engrais classés restent les mêmes.</p> <p>Les bigbags d'engrais 4702-II et 4702-III sont stockés dans le même îlot. Les engrais 4702 IV sont stockés dans un autre îlot, et les engrais non classés sont désormais stockés dans un 4^{ème} îlot à proximité de la route, et également dans l'îlot sud (objet du PAC de 2022).</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, tous les engrais classés 4702 sont stockés en bigbags à l'extérieur du site, pour des quantités très inférieures à celles autorisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le regroupement des engrais 4702-II et 4702-III au sein d'un même îlot n'apparaît pas remettre en cause la gestion du risque accidentel au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de</p>

produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703.
Néanmoins, ce réaménagement sur la plate-forme extérieure doit être porté à la connaissance du préfet, en justifiant l'absence de risques complémentaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Respect des distances de stockage pour les engrais stockés à l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article Article 5.
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des distances de stockage pour les engrais stockés à l'extérieur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Article 5 Mode de stockage des engrais conditionnés en bigbags :</i></p> <p>« Les îlots de stockages sont matérialisés au sol et éloignés avec une distance minimale de 1,5 m de la clôture du site. Le sol est maintenu sans cavités susceptibles de s'opposer à la progression d'éventuelles coulées d'engrais fondus en cas d'incendie. »</p> <p>EDD 2019 (page 9) :</p> <p>« Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 13 Avril 2010, relatif aux installations classées soumises à Autorisation pour le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium de la rubrique ICPE 4702 et compte tenu du tonnage maximal de chaque îlot [...], un passage libre de 4 m est disponible entre l'îlot de stockage des engrais de type II et les îlots de stockage d'engrais de types III et IV.</p> <p>Les bigbag d'engrais sont gerbés sur 2 hauteurs maximum. Leur manutention est réalisée avec un chariot élévateur. »</p> <p>EDD 2019 (page 10) :</p> <p>« Dans le cadre du réaménagement des installations, une benne sera mise en place afin de collecter les déchets d'engrais inertés. [...] Cette benne sera implantée à 4m au Nord de l'îlot de stockage d'engrais classés de type II et à 13,8 m de la limite de propriété Ouest du site (voir plan d'implantation en annexe 3). »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les îlots sont bien matérialisés au sol, et éloignés d'une distance minimale de 1,5 m de la clôture du site.</p> <p>Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, les engrais de type 4702-II et 4702-III sont regroupés au sein du même îlot.</p> <p>Il y a un passage libre de 4 m entre l'îlot de stockage des engrais de type II et III, et l'îlot de stockage de type IV.</p> <p>Les bigbags sont superposés sur 2 hauteurs maximum.</p> <p>La benne de déchets est implantée conformément au plan de l'EDD de 2019 : à 4 m au Nord de l'îlot de stockage d'engrais classés de type II et III.</p>

L'îlot de "fin de lots" comprend des bigbags contenant un restant d'engrais qui peuvent être de type 4702-II, 4702 III, 4702IV, et des engrais non classés. Ils sont séparés par une petite distance à l'intérieur de l'îlot. Il n'y a pas d'affichage pour distinguer ces différents engrais dans cet îlot "fin de lots".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place, au droit de cet îlot de "fin de lot", un affichage matérialisant l'emplacement des engrais selon leur classement ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Déchets provenant des engrais 4702-II ou 4702-III

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article Article 14.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets provenant des engrais 4702-II ou 4702-III
Prescription contrôlée : <i>"Les déchets générés par le fonctionnement de l'installation et qui contiennent des engrais (fines, mottes, boues notamment) sont dans l'attente de leur traitement isolés dans une case dédiée, séparée par des murs ou parois REI 120 et distants d'au moins 10 mètres de toute matière interdite ou incompatible telle que décrite à l'article 10.1 du présent arrêté.</i> <i>S'ils ne peuvent être stockés dans une case conforme à l'alinéa précédent, ils sont stockés dans une zone dédiée clairement délimitée et uniquement dévolue à cet effet. Les limites de cette zone sont distantes de 10 mètres de toute matière interdite ou incompatible telle que décrite à l'article 10.1 du présent arrêté.</i> <i>Ce stockage présente une signalétique particulière permettant de le différencier clairement par rapport aux autres stockages.</i> <i>Cette zone de stockage est conçue, construite, exploitée et entretenue de manière à éviter toute agression physique et violente des déchets qui s'y trouvent, y compris en situation accidentelle.</i> <i>Une procédure particulière permet la gestion de ces déchets au sein de l'établissement. Cette procédure de gestion décrit notamment les modalités de traitement, de neutralisation et d'élimination, les méthodes d'inertage ou de recyclage prévues, les moyens permettant leur mise en œuvre, les conditions de sécurité associées, le devenir des produits notamment.</i> <i>L'exploitant fait disparaître le risque de détonation de ces déchets en assurant rapidement leur inertage ou leur recyclage par des matières appropriées et au plus tard le jour même.</i>
Constats : L'exploitant explique que, au regard des activités de stockage et d'ensachage réalisées sur site les engrais considérés comme des déchets sont des balayures, issues des manutentions des engrais. Il précise que la procédure d'inertage est conforme à celle indiquée dans l'EDD de 2019 : les balayures d'engrais sont inertées avec du carbonate de calcium, et une benne est mise en place

<p>afin de collecter les déchets d'engrais inertés.</p> <p>Une procédure est affichée dans le bureau précisant notamment la quantité de produits d'inertage en fonction de la quantité de balayures d'engrais (50% / 50%).</p> <p>L'exploitant précise que le produit utilisé pour l'inertage est non classé et qu'il est stocké dans l'îlot de produits non classés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Stockage des engrais vrac à l'intérieur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article Article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des engrais vrac</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Pour le stockage d'engrais en vrac, le site dispose de 13 cases de stockage au sein du bâtiment engrais</i></p> <p><i>La hauteur des cases de stockages est limitée afin de laisser 1 m entre le haut de du tas et les bandes transporteuses passant au-dessus des cases. La hauteur limite de stockage d'engrais est marquée par un trait rouge en partie haute de la case.</i></p> <p><i>Un couloir de 7 m de largeur sur toute la longueur du bâtiment face aux cases engrais, permet la circulation de la chargeuse assurant la reprise des engrais.</i></p> <p><i>Les chlorures sont stockés à l'écart des ammonitrates et séparés au minimum d'une case de stockage. Notamment, le chlorure de potassium peut être stocké à l'intérieur des magasins de stockage tel que décrit dans le tableau précédent, si l'exploitation le requiert et qu'il n'existe pas d'alternatives envisageables. Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels d'engrais chlorure de potassium avec les autres engrais. Ils sont a minima séparés par une case ou un espace de 5 mètres et un mur dimensionné pour éviter la mise en contact accidentelle.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment destiné à stocker les engrais en vrac est composé de 13 cases.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, seulement des produits non classés y sont stockés.</p> <p>Il y a bien 1 mètre entre le haut du stockage d'engrais, et les bandes transporteuses passant au-dessus des cases.</p> <p>Les stockages ne dépassent pas non plus le trait rouge situé à 30 cm sous le haut des cloisons latérales des cases (évitant des débordements dans les cases d'à côté).</p> <p>Le chlorure de potassium est stocké dans les dernières cases du bâtiment, et les cases à proximité contiennent des engrais non classés. L'exploitant précise que le chlorure de potassium est stocké habituellement dans ces cases, donc bien séparé des cases contenant des engrais 4702 lorsqu'il y en a.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Affichage des stockages vrac à l'intérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article Article 10.7
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage des stockages vrac à l'intérieur
Prescription contrôlée : <i>Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non.</i> <i>Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.</i> <i>L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.</i> <i>Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple).</i> <i>Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques.</i> <i>Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée.</i> <i>Les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines notamment.</i> <i>Les engrais en vrac ne sont pas stockés à l'air libre.</i>
Constats : Le bâtiment destiné à stocker les engrais en vrac est composé de 13 cases, qui sont chacune équipées d'une affichette sur laquelle sont inscrits le type d'engrais et la rubrique ICPE à laquelle il correspond. Le jour de la visite d'inspection, seulement des produits non classés sont stockés dans ce bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article Article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique incendie
Prescription contrôlée : <i>Le bâtiment engrais doit disposer d'une détection automatique incendie constituée de détecteurs de fumées hautes sensibilité avec une aspiration en continu et conforme aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé.</i> <i>Le contrôle de ce dispositif est effectué semestriellement par une société habilitée.</i>

Ce système de détection automatique est relié à une société de télésurveillance 24h124. En cas de coupure d'électricité, l'exploitant doit s'assurer que le système de détection incendie ainsi que le déclenchement de l'alarme sonore soient toujours opérationnels.

Constats :

Un système de détection automatique incendie par aspiration est bien présent dans le bâtiment de stockage des engrais en vrac. L'exploitant précise qu'il fonctionne sous batteries en cas de coupure d'électricité (les batteries ont d'ailleurs été changées lors d'un contrôle récent). L'exploitant a présenté le dernier contrôle de la détection incendie qui a été effectué en décembre 2025 : aucune non-conformité n'était signalée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article Article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

« L'article 16 de l'arrêté préfectoral n°2005-d2/B3-325 du 15 décembre 2005 est remplacé comme suit :

Le site dispose au minimum des moyens suivants :

- des extincteurs répartis sur tout le bâtiment engrais,*
- des RIA alimentés par le réseau d'eau communal,*
- une réserve d'eau incendie sur un espace clôturé, d'une capacité minimale de 240 m³ munie de 2 colonnes d'aspiration.*

Toutes dispositions sont prises pour permettre l'évacuation d'un chargeur en panne ou en feu à proximité des engrais (engin de secours avec élingue,...)

Tous les moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés au moins une fois par an par un organisme habilité."

Constats :

Le bâtiment de stockage des engrais est équipé de 2 extincteurs, et de 6 RIA.

L'exploitant a présenté le rapport du contrôle des moyens de lutte contre l'incendie qui a été effectué en juillet 2025 par la société "Gestion Protection Sécurité" et était conforme.

Le bassin en eau d'une capacité d'environ 900 m³, constituant la réserve d'eau incendie du site, a été visualisé : il apparaît rempli à sa pleine capacité. Il est répertorié sur la carte « Points d'eau DECI - SDIS 86 » de la plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine (PIGMA).

Type de suites proposées : Sans suite